

Table de matières

Remerciements	XI
Abbreviations	XIII
Introduction	1
I. Originalité et enjeux du problème	1
II. Délimitation du champ d’investigation et des sources	24
III. Énoncé de la thèse et plan de la démonstration.....	28
PARTIE I. L’impératif de la transparence dans la prise de décision européenne	35
TITRE I. Pratiques d’influence des acteurs extra-institutionnels	42
Chapitre I. Le lobbying européen – un outil démocratique?	44
Section I. L’encadrement juridique de l’influence	49
Section II. Des avancées législatives contestables	56
Conclusions – Chapitre I.....	61
Chapitre II. La perspective constitutionnelle sur la formalisation de l’influence	64
Section I. Nature juridique des « <i>parties concernées</i> ».....	65
Section II. Repenser la démocratie européenne sous la notion de « <i>démocratie consultative</i> »	71
Conclusions Chapitre II	77
TITRE II. Quête constante de légitimité par rapport au citoyen européen, destinataire final de la norme européenne	79
Chapitre I. La Commission européenne comme une technocratie	85
Section I. L’image de la Commission européenne et l’« <i>expertocratie</i> »	87

VIII *La transparence du processus décisionnel au niveau de l'UE*

Section II. Le quasi-monopole de l'initiative législative de la Commission européenne.....	91
Conclusions – Chapitre I.....	95
Chapitre II. L'opacité du Conseil de l'Union Européenne	96
Section I. Le <i>modus operandi</i> du Conseil de l'Union Européenne, cause de l'opacité?.....	100
Section II. Un accès restreint aux documents du Conseil de l'Union Européenne.....	107
Conclusions – Chapitre II	119
Chapitre III. Le Parlement européen – la voix des citoyens?.....	121
Section I. La résorption du déficit démocratique	122
Section II. Obtenir de la légitimité démocratique par une activité législative intense?	123
Conclusions – Chapitre III	131

PARTIE II. La transparence au niveau de la

Commission Européenne 133

TITRE I. La transparence législative *a priori* 135

Chapitre I. La consultation	137
A. La consultation institutionnelle	138
Section I. Comité européen des régions.....	138
Section II. Comité économique et social européen	140
B. Consultation extra-institutionnelle	142
Section I. La nature du document de la consultation	145
Section II. L'analyse d'impact, un instrument de la Commission européenne à privilégier?	150
1. Nature juridique des analyses d'impact	153
2. Le juge et les analyses d'impact.....	156
Conclusions – Chapitre I.....	165
Chapitre II. La consultation en pratique	168
Section I. Le paquet « <i>Roaming</i> »	169
Section II. Le programme européen REACH	181
Conclusion – Chapitre II	187

TITRE II. La transparence législative <i>a posteriori</i>	189
Chapitre I. Principe de subsidiarité – fondement pour une transparence verticale	192
Section I. Le droit à l’information des Parlements nationaux	198
Section II. Le mécanisme d’alerte précoce	200
Conclusions – Chapitre I.....	217
Chapitre II. Le dialogue politique.....	221
Section I. Effectivité du mécanisme du « dialogue politique »	222
Section II. Le dialogue politique versus le mécanisme d’alerte précoce	226
Conclusions – Chapitre II	228
Conclusions	229
Bibliographie	239